

SITUATION EN CÔTE D'IVOIRE
AFFAIRE
LE PROCUREUR c. LAURENT GBAGBO

ANNEXE 25
PUBLIQUE

Extrait du Blog rene.kimbassa.over-blog.com intitulé «Une ONG américaine demande la libération du Président Gbagbo » daté du 17 mai 2013

Vendredi 17 mai 2013

Une Ong américaine demande la libération du Président Gbagbo



Des citoyens américains et européens réunis au sein d'organisations non gouvernementales, unissent leurs efforts à la lumière des derniers rapports des organisations de défense des droits de l'Homme tels que Human Rights Watch (Hrw) et Amnesty International pour demander à leur gouvernement respectif de cesser tout soutien au régime de M. Alassane Ouattara qui s'est rendu coupable de violations des Droits de l'Homme en Côte d'Ivoire. Ils estiment que si leurs gouvernements respectifs avaient naïvement soutenu M. Ouattara au nom de la démocratie et des droits de L'Homme, il est aujourd'hui évident que la Côte d'Ivoire ne se porte pas mieux en matière de justice, de démocratie et encore moins, de respect des Droits de l'Homme.

Après 2 ans de pouvoir, Ouattara n'a fait que des promesses non tenues, selon le dernier rapport de Hrw. Seuls les pro-Gbagbo ou supposés sont arrêtés et mis en prison. Les procédures judiciaires n'avancent pas. Alors que les exrebelles de son propre camp qui ont perpétré des massacres selon une Commission d'enquête mise en place par le gouvernement ivoirien lui-même, ne sont pas du tout inquiétés comme le mentionne clairement le rapport de Human Right Watch intitulé «La loi des vainqueurs» du 26 Février 2013. C'est pourquoi l'Ong American Constituency For Côte d'Ivoire (Acci) demande à la Cpi de ne pas confirmer les charges contre le Président Laurent Gbagbo au nom de la réconciliation en Côte d'Ivoire. Elle interpelle la Cour pénale internationale (Cpi) et la Communauté internationale quant à l'importance de leur rôle dans la réconciliation et la survenance de la paix en Côte d'Ivoire.

L'Acci estime que la Cpi ne doit pas confirmer les charges contre le Président Gbagbo qui constitue un élément essentiel de la réconciliation et de la paix en Côte d'Ivoire. Acci se permet d'insister auprès de la Cpi et de la Communauté internationale en raison de la vacuité des accusations contre le Président Gbagbo telle que démontrée lors des audiences de confirmation ou d'infirmer des charges du 19 au 28 février 2013. Plusieurs éléments objectifs tels que les taux de participation hyper faibles lors d'élections majeures comme les législatives en 2012 et les municipales et les régionales en 2013 indiquent le malaise social en Côte d'Ivoire. Cela démontre le poids politique du Président Laurent Gbagbo dans son pays.